

cette affaire afin de savoir s'il s'agit là d'une autre mesure visant à dégrader davantage la monarchie?

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je serais heureux que le très honorable député me fasse parvenir le document auquel il fait allusion et je m'occuperai de la question sur-le-champ.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES SUBVENTIONS AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LA MALLETERIE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, avant de poser ma question, vous me permettez sans toute de vous signaler la présence à votre tribune d'un ancien député de la Chambre des communes. Je veux parler du premier ministre de Terre-Neuve qui est accompagné de membres distingués de son gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Peut-il assurer à la Chambre que des fonds prévus aux termes de la loi sur les subventions au développement régional ne servent pas à saper la malleterie au Canada, du fait qu'on verse des subventions à des entreprises qui importent au pays des articles de voyage à bon marché?

• (1430)

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai lu la même nouvelle et je viens de charger le ministère d'aller aux renseignements. C'est la première fois que j'en entends parler et j'ignore si la situation est bien telle qu'on la décrit. Sur réception du rapport, je communiquerai avec le député.

M. McGrath: En guise de question supplémentaire, monsieur l'Orateur, et vu que certains députés s'intéressent à ses affaires et à celles de son ministère, le ministre accepterait-il de comparaître devant le comité cette semaine plutôt que la semaine prochaine comme il était censé le faire?

L'hon. M. Marchand: C'est le comité d'organisation qui a pris des dispositions pour que je compare devant le comité et je compte m'en tenir à ces arrangements, monsieur l'Orateur.

* * *

LES POSTES

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES SYNDICATS—L'OFFRE FORMELLE DU GOUVERNEMENT

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre du Travail. Au cours des entretiens avec le syndicat des

postiers, le gouvernement a-t-il officiellement fait une offre quant aux salaires et à la sécurité d'emploi?

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, il conviendrait de poser cette question au président du Conseil du Trésor.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

BANGLADESH—LES LOCAUX DESTINÉS AU HAUT-COMMISSAIRE DU CANADA

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Étant donné que le distingué haut-commissaire du Bangladesh est arrivé à Ottawa, peut-il dire si on a acheté des locaux à Dacca à l'intention du plénipotentiaire du Canada et quand notre représentant y remplira ses fonctions?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je devrai tenir cette question pour préavis. J'ignore si notre nouveau haut-commissaire est arrivé à Dacca. Comme le député le sait, il s'agit d'une double accréditation à ce poste.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA SUBVENTION À MICHELIN—LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné la divergence entre les chiffres de son ministère voulant que l'expansion de l'usine Michelin pour laquelle le ministère fournit une assistance crée 1,278 emplois et l'estimation du premier ministre M. Regan qui prévoit 700 nouveaux emplois, le ministre peut-il dire à la Chambre quel est le chiffre exact et le nombre précis de nouveaux emplois prévus?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je crois que l'apparente contradiction a été expliquée par le premier ministre Regan. Que l'honorable député se donne la peine de lire le deuxième communiqué, et il verra que les statistiques du ministère sont exactes.

LA SUBVENTION À MICHELIN—L'EXEMPTION DE CERTAINS DROITS D'ENTRÉE

[Traduction]

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre des Finances. La Société de pneus Michelin a-t-elle été exemptée de droits de douane à l'égard de certaines importations. Quand cette exemption est-elle entrée en vigueur ou est-elle actuellement? A quelle date expirera-t-elle et a-t-elle été modifiée?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas autorisé l'entrée en franchise de certaines catégories et dimensions de pneus Michelin. Aucune décision n'a été prise non plus quant à la date d'application d'une pareille exonération.